

La politique dans le nouvel âge

Partage international n° 215 - Juillet 2006

Interview de Janez Drnovsek par Saso Segula
Proscenc

Janez Drnovsek est président de la Slovénie depuis décembre 2002, après en avoir été premier ministre pendant dix ans. Il a également présidé le Conseil de la présidence de l'ex-Yougoslavie de 1989 à 1990, ainsi que le 9^e Sommet des Non-Alignés qui s'est tenu à Belgrade. Rompant, il y a quelques temps, avec les sentiers battus de la politique, cet économiste a décidé de mettre ses fonctions, non seulement au service de son peuple, mais au service du monde. Son action diplomatique et humanitaire lui ont valu de nombreux prix internationaux.

Partage international : *Il y a quelques mois, vous avez brusquement modifié votre attitude par rapport à votre fonction de président. Vous avez multiplié les efforts et les initiatives pour promouvoir la paix et la justice dans le monde, des efforts dont les médias et l'opinion publique ont reconnu la sincérité. D'où est venu ce changement ?*

Janez Drnovsek : Cette question est-elle vraiment importante ? A un moment donné, on atteint un niveau de conscience qui vous conduit à abandonner les modes de fonctionnements et de pensée habituels de la politique. Puis vous vous apercevez qu'il faut vous attaquer réellement aux nombreux problèmes de l'humanité, devant lesquels l'action politique conventionnelle s'avère peu efficace, voire impuissante. Il faut faire quelque chose de plus. C'est cette prise de conscience qui a été à l'origine de ma réorientation.

PI. *Vous encouragez les gens de bonne volonté, les mettez en réseau, soutenez leurs efforts et travaillez à élever le niveau de conscience. C'est dans cette optique que vous avez fondé le Mouvement pour la justice et le développement ?*

JD. Il est vital d'élever le niveau de conscience général. Le monde connaît des déséquilibres profonds. Nous sommes face à toute une série de problèmes, la pauvreté, la faim – qui fait chaque année des millions de victimes –, la destruction de la Terre et les changements climatiques, pour n'en citer que quelques-uns. Il faut prendre clairement la

mesure de ces déséquilibres, qui ne font que s'aggraver.

Nous avons parfois tendance, nous les humains, à croire que quelqu'un finira bien, à un moment ou à un autre, par se charger de toutes nos difficultés et nous remettre dans la bonne direction. Je crois que, comme les passagers d'un bus qui s'aperçoivent soudain qu'il n'y a plus de chauffeur, c'est à nous de prendre les choses en mains et de réorienter notre développement, concrètement, au niveau même de nos comportements. Et cela, c'est une affaire de conscience. Cela ne peut se faire que si nous assumons ces problèmes et reconnaissons que c'est à nous de les régler. Que chacun de nous peut agir. On ne pourra effectuer aucun changement significatif sans une élévation de notre niveau de conscience. Les tentatives du passé, les révolutions diverses et variées, ont pour la plus grande part échoué parce qu'elles se sont fondées sur la violence – une base sur laquelle on ne saurait rien construire de solide. Alors qu'il en ira tout autrement si nous parvenons à améliorer notre niveau de conscience général, à convaincre suffisamment de gens de la nécessité de changer.

PI. *Au début de cette année, vous avez lancé une campagne humanitaire et diplomatique internationale pour appeler gouvernements et ONG à s'occuper sérieusement de la crise du Darfour. Pouvez-vous nous exposer la situation et les solutions que vous proposez ?*

JD. La situation dans laquelle se trouve le Darfour est parfaitement représentative de ce que connaissent un certain nombre de régions du monde. Le pays vit une catastrophe humanitaire que certains n'hésitent pas à qualifier de génocidaire. Une situation que, depuis trois ans, la communauté internationale s'est vainement efforcée de résoudre. J'ai essayé d'apporter ma contribution à ces efforts, à un moment où, à force d'échecs, ils avaient laissé place à un fatalisme généralisé, où les différents intervenants avaient l'impression d'avoir épuisé tous les moyens d'action possibles. Il m'a semblé alors nécessaire de réveiller l'opinion publique mondiale, de la convaincre de la gravité de la situation et qu'avec son aide, elle n'était pas aussi désespérée. D'autres crises avaient déjà connu cette lenteur et cette inertie de la communauté internationale, comme le Ruanda, l'ex-Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine, où plus de détermination internationale, plus de lucidité, auraient pu empêcher des génocides. Ce qui, pour être juste,

était alors hors de notre portée.

Après le Ruanda, après la Bosnie-Herzégovine, nous, responsables politiques, nous étions dit : « Plus jamais de Ruanda, plus jamais de Bosnie-Herzégovine. » Le Sommet des Nations unies de septembre dernier [2005] était tombé d'accord pour autoriser une intervention internationale dans les cas où des gouvernements s'avèreraient incapables, ou réticents, à assurer la protection, voire la survie de leurs peuples. Cet accord avait été signé en septembre. Depuis, rien n'a été fait pour le Darfour. C'est parce que la situation dans cette région continuait à empirer que j'ai lancé cette campagne, d'abord en Slovénie. En venant au secours des habitants du Darfour, nous élevions le niveau de conscience de nos concitoyens. C'était une manière de leur faire réaliser concrètement l'interdépendance des hommes entre eux. Que si, par exemple, les Darfouriens sont dans une situation de détresse, ce pourrait être notre tour un jour, et qu'il nous faut donc les aider maintenant. Puis ma campagne s'est élargie, a voulu focaliser l'attention des médias et de la communauté internationale sur cette crise, ce qui était une condition indispensable pour la résoudre.

PI. *Début mars [2006], vous avez effectué une tournée au Moyen-Orient, au cours de laquelle vous avez rencontré les dirigeants israéliens et le président palestinien Mahmoud Abbas. Quels en ont été les résultats ?*

JD. Je me suis rendu en Israël sur invitation de ses dirigeants peu après la victoire du Hamas aux élections législatives et peu avant que les Israéliens, suite à l'état de santé d'Ariel Sharon, ne se rendent à leur tour aux urnes pour renouveler la Knesset. C'était une époque de grande incertitude, où il était particulièrement nécessaire d'échanger nos vues avec les responsables des deux pays. La situation du Proche-Orient est une source permanente de violence et de haine. Il est temps de trouver une solution. J'ai dit à tous mes interlocuteurs qu'ils méritaient la paix et la stabilité, et devaient trouver un moyen de sortir de cette spirale de violence.

A mon avis, il ne fallait pas condamner par avance le Hamas, mais lui donner une chance. Pour la première fois, ce parti avait accédé au pouvoir. En l'élisant, le peuple palestinien l'avait chargé d'une lourde responsabilité, et ce peuple veut la paix. Il refuse toute escalade de la violence, cela ne fait aucun doute. Si les responsables du Hamas sont des gens responsables et sérieux, c'est dans ce sens qu'ils travailleront.

Il est parfois plus facile de parvenir à une paix durable, solide, avec des négociateurs aux positions radicales qu'avec des négociateurs modérés. J'ai dit à tous mes interlocuteurs qu'il fallait donner une chance au Hamas, et se garder de conclusions trop

rapides et, surtout, de lancer des opérations de représailles au moindre prétexte. Il faut mettre un terme à ce cycle infernal. Et quelqu'un doit faire le premier pas. Si rien de positif ne devait sortir de la situation actuelle, j'ai bien peur, alors, que les deux pays ne soient condamnés à vivre encore plusieurs années de chaos, de haine et d'incertitude. C'est pourquoi il importe de prendre dès maintenant des initiatives courageuses, pour ne pas sombrer dans un fatalisme stérile où chacun reporte les responsabilités sur l'autre.

PI. *La technologie de l'information et les médias ont réduit le monde à un village où les pauvres sont confrontés directement au fossé croissant qui les sépare d'une poignée de nations prospères qui ont un quasi-monopole sur les ressources naturelles de la planète. Une telle situation peut-elle durer ?*

JD. Je ne crois pas. Cette situation est intolérable. Honteuse. La majorité de l'humanité vit dans la pauvreté tandis qu'une petite minorité dispose de richesses immenses. C'est immoral, et ne saurait durer longtemps. Tôt ou tard, il y aura une réaction, sous une forme ou sous une autre, qui frappera non seulement les pauvres, mais les nantis. Il suffirait, pourtant, que l'opinion publique internationale prenne la mesure de l'injustice de cette situation, de l'injustice de la distribution des ressources de la planète, pour que tôt ou tard, elle réagisse. Car elle ne l'acceptera tout simplement plus. Elle aura compris qu'il n'est pas de terrain plus propice au terrorisme que ce sentiment d'injustice généralisé. Le monde dispose aujourd'hui de moyens de destruction massifs. Que les terroristes s'en emparent, et un jour ou l'autre, il y aura une catastrophe à laquelle personne ne pourra échapper. Les riches croient pouvoir se protéger en s'isolant du reste du monde. C'est une illusion. C'est impossible. Si l'on veut changer le monde, instaurer une juste distribution de ses richesses, on ne pourra le faire qu'en favorisant les prises de conscience, et non par des révolutions qui sont autant d'impasses, on l'a vu, parce que fondées sur la violence. Mais à mesure que s'élève notre niveau de conscience, de plus en plus de gens s'aperçoivent du caractère insupportable de cette situation, y compris chez les riches. Il ne sera plus possible de rester passif devant une situation où des millions meurent de pauvreté face à une poignée de milliardaires. Les « grandes puissances », y compris la première d'entre elles, devraient augmenter leur aide. Si le pays le plus puissant consacrait les sommes qu'il investit dans le secteur militaire en un an à régler le problème de la pauvreté, il en retirerait une immense réputation auprès des autres nations. Il y gagnerait un crédit moral et une popularité considérables, et d'une autre nature que ceux que lui vaut la croissance

exponentielle de ses efforts militaires. Là encore, c'est une question de conscience, chez les politiciens comme dans le peuple.

PI. *Quelles devraient être les priorités immédiates des responsables politiques et des chefs d'Etat aujourd'hui ?*

JD. En premier lieu, la pauvreté et ses problèmes connexes. Ensuite, la paix, mettre un terme aux conflits en cours. Enfin, la question des changements climatiques et, naturellement, de notre environnement, la Terre. Nous traitons la Terre comme si, après l'avoir détruite, nous pouvions disposer d'une nouvelle planète. Nous nous obstinons dans nos comportements destructeurs malgré les changements climatiques dont témoignent de manière toujours plus convaincante les catastrophes naturelles. Les experts ont beau être tous d'accord pour annoncer une intensification des inondations et des ouragans, on continue comme si de rien n'était. Les dirigeants de nations parmi les plus puissantes pratiquent la politique de l'autruche. Qu'un cyclone détruise une de leurs principales villes, et ils continuent à prétendre qu'il ne s'est rien passé de spécial. Cela ne peut pas durer, parce que ce genre de situation va se reproduire encore et encore, et sur des échelles telles qu'on ne pourra plus les ignorer. Le monde doit prendre des mesures, tout de suite, et les peuples s'organiser.

Il faut tout faire pour protéger la Terre et arrêter de la polluer. Pourquoi la polluons-nous ? Pour le profit ! Les capitalistes ne s'intéressent pas à l'environnement. Si nous leur abandonnons le sort de la Terre, alors ne nous étonnons pas de ce qui se passera.

C'est à nous, peuple du monde, de nous organiser et de prendre les mesures appropriées. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la situation n'est pas irréversible - à condition de rechercher d'une manière systématique les moyens d'atténuer les effets de nos comportements sur le climat, l'exacerbation des désastres naturels qui se profilent à l'horizon et d'agir en conséquence, concrètement.

PI. *Il semble que la politique, aujourd'hui, soit surtout une affaire de proclamations, de déclarations d'intentions. Pourquoi ce fossé entre les idées et les actes ?*

JD. C'est vrai que les politiciens gaspillent leurs énergies dans de vaines déclarations. Il suffit, pour s'en convaincre de voir avec quelle rapidité elles s'effacent dans l'oubli (cf. les Objectifs du millénaire). Il y a longtemps, dans les années 1970, les chefs d'Etat des nations riches avaient promis de consacrer 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) à l'aide aux pays en voie de développement. En septembre 2005, lors du Sommet des Nations unies - trente ans après

! - nous avons solennellement résolu de consacrer 0,7 % de nos PIB à l'aide aux pays en voie de développement. Concrètement, nous en sommes aujourd'hui à 0,3 % - y compris l'Union européenne, malgré toutes ses déclarations d'intentions. Ce 0,7 % est devenu une sorte de ritournelle internationale. Si on l'avait atteint il y a trente ans, la situation actuelle serait toute autre.

Vu la manière dont fonctionne la politique internationale et le niveau de conscience général, cette maigreur de résultats n'a rien de surprenant. Personne ne s'étonne plus que les résolutions officielles restent sur le papier. Cela fait partie du cours des choses !

Il semble normal, par exemple, que l'armée de diplomates grassement payés que l'on dépêche au Darfour se contentent de siéger dans des commissions officielles à Abuja, capitale du Nigeria ; d'enchaîner les cycles de négociations sans que rien ne change, alors que l'on continue à y mourir par centaines de milliers. Le temps des Darfouriens n'est pas celui de la classe dorée des diplomates. La communauté internationale se résigne à ce genre de situations, les trouve normales, faute de pouvoir imaginer d'autres solutions. Il est temps de sortir de cette résignation.

Elle doit s'impliquer davantage, et d'une manière autrement efficace. C'est, encore une fois, une question de niveau de conscience. Il faut sortir des politiques strictement nationales, des sacro-saints intérêts nationaux et géostratégiques. En quoi consistent ces intérêts ? Sont-ils plus importants que ceux de l'humanité ? Pourquoi faut-il privilégier une poignée de gens au détriment de centaines de milliers d'autres ? Tout cela est une question de conscience. Pouvons-nous laisser ces « intérêts géostratégiques » prévaloir sur celui des peuples ? Tout cela montre le faible niveau de conscience de nos dirigeants politiques. Voilà le problème. Cela explique pourquoi leurs déclarations ne sont rien de plus que des opérations de communication. Du vent.

PI. *Quel est l'état d'esprit des responsables internationaux, aujourd'hui. Ont-ils encore en mains leurs situations nationales respectives ?*

JD. Je ne le crois pas. Ils emploient l'essentiel de leurs énergies à assurer leur survie et leurs positions politiques. Je ne pense pas qu'ils aient la moindre influence sur ce qui se passe chez eux. C'est pourquoi ils s'occupent surtout de communication, qu'ils s'entourent de spin doctors. Mais on peut observer quelques signes de changements. Les Occidentaux manifestent de plus en plus une certaine désaffection vis-à-vis de la politique. C'est particulièrement évident en Europe de l'Ouest, par exemple, où les peuples semblent accepter la politique comme une sorte de mal nécessaire. Ils n'en

attendent rien. Ils ont une piètre opinion de leurs dirigeants, auxquels ils reprochent leur incompetence face à leurs difficultés nationales, ou internationales – dont nous avons parlé. Ils sentent confusément que quelque chose ne va pas, ils pressentent un danger imminent, qu'ils ont de la peine à définir, et devant lequel les politiciens n'ont rien à proposer.

Cette crise générale de confiance vis-à-vis de la politique et des institutions est générale. On l'a vu avec les rejets néerlandais et français du projet de constitution européenne, qui étaient en fait des rejets de la politique tout court. Le texte proposé était secondaire. Ce furent des votes de défiance de ces deux peuples envers leurs dirigeants, nationaux ou européens, qu'ils n'estiment pas à la hauteur de leur tâche. Voilà où nous en sommes, aujourd'hui.

L'UE et ses institutions est aujourd'hui en panne. Et elle ne sait pas comment redémarrer. Ses peuples en sont tout à fait conscients. Nul doute que les signes de cette crise vont se multiplier, et que la réponse sera toujours la même : une fois les peuples convaincus de la nécessité d'une réorientation radicale de la politique, les choses changeront dans le bon sens, à mesure que la pression d'en bas, des citoyens, s'intensifiera. Que le niveau de conscience général s'élèvera, que les citoyens s'apercevront que l'on ne pourra sortir de la situation mondiale actuelle, avec son cortège de problèmes, que par un profond renouvellement de la vie politique.

PI. *Certains pays d'Amérique du Sud ont élu des présidents qui semblent en phase avec leurs peuples. Quel impact cela a-t-il sur la politique internationale ?*

JD. En Amérique du Sud, effectivement, il se passe quelque chose d'important. On y a vu apparaître sur la scène internationale des dirigeants à l'écoute des problèmes de leurs peuples et de l'humanité et qui sont résolus à y faire front. Ce n'est pas une tâche facile, mais je leur fais confiance. J'ai, à leur égard, la même attitude que j'avais avec Evo Morales, le premier président d'origine indienne de Bolivie. J'ai vécu la campagne électorale dans ce pays, j'ai été

témoin de l'enthousiasme, des attentes de la population. Elle s'est donnée aujourd'hui un gouvernement radicalement différent des autres, et qui la représente vraiment. Il n'a plus rien à voir avec ces gouvernements capitalistes ou colonialistes, qui n'ont d'autre raison d'être que d'exploiter leurs peuples.

Je crois que ce mouvement de transformation va se poursuivre en Amérique du Sud, en dépit du climat international défavorable, de la sourde hostilité des institutions internationales (OMC, FMI, etc.), de la plupart des « grandes puissances ». Mais, je suis optimiste. Ces peuples se sont réveillés. Je crois que leur niveau de conscience est supérieur à celui de leurs voisins de l'hémisphère Nord. Ce qui augure bien des changements indispensables à notre système international actuel.

PI. *Depuis quelques années, une autre superpuissance – celle de la voix des peuples – réclame justice, un peu partout sur la planète, notamment par d'immenses manifestations. Ce qui frappe, aussi, c'est l'absence des dirigeants. Comment donner forme à cette voix ?*

JD. Cette question de « forme » ne me paraît pas prioritaire. Cette forme, en fait, peut varier en fonction des situations. L'essentiel, c'est que les peuples se réveilleront, et que leur niveau de conscience s'élèvera. Ils se satisfont déjà de moins en moins des systèmes politiques actuels, avec leurs institutions, leurs jeux partisans. Ils les forceront à changer. On peut, de plus, prévoir l'apparition spontanée, pour peu que nous le voulions vraiment, de mouvements informels, qui agiront de manière profonde sur les niveaux de conscience, national et général, et donc sur la situation mondiale. Etant spontanés, on ne peut naturellement pas prévoir les formes qu'ils prendront.

Auteur : Saso Segula Prosenec,

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()